

Quels que soient aujourd'hui ses conseillers, le ministre me permettra bien de lui dire que les partisans de cet aéroport sont des aviateurs distingués qui ont combattu en France, dans les Flandres et en Italie et qui ont été décorés. Ils ont examiné l'emplacement et le lac. Le ministre actuel n'est pas à blâmer, mais la conduite du Gouvernement m'étonne. J'aimerais que les représentants des chambres de commerce du pays lisent ce rapport afin de constater les marchandages qui ont eu lieu. Les \$150,000 affectés au tunnel ont été gaspillés et il eût mieux valu les jeter dans la baie de Toronto. La ville, de même que la commission du port auraient aujourd'hui le droit de réclamer des dommages du Gouvernement devant la Cour de l'échiquier. J'ai fait partie de la commission du port de Toronto pendant vingt ans et j'en fus quelques années le président; de l'avis de certains juriconsultes, le gouvernement, engagé par contrat à construire deux ponts à cet endroit, serait tenu de verser des dommages-intérêts à la ville et à la commission du port en raison de l'arrêt des travaux du tunnel. A-t-on amélioré les choses, du double point de vue militaire et commercial, en choisissant un lieu aussi écarté? Non. Les aéroports que j'ai visités dans d'autres villes me prouvent que tous ces propos sur le danger des hauts édifices de Toronto ne sont qu'une fable, car il y a tout autant de ces édifices ailleurs. Tous les jours, beau temps mauvais temps, j'ai accompagné ces officiers et d'autres que je connais depuis longtemps, dans leurs randonnées sur le terrain de l'île, et ils étaient d'avis que c'était là le seul emplacement logique. Il se peut que je ne sois pas aussi versé en ces matières que les conseillers du ministre—je connais certains de ces messieurs et j'ai pour eux beaucoup d'estime—mais le gouvernement Borden a établi à Toronto une base pour l'Aviation royale canadienne et 18,000 apprentis aviateurs et techniciens sont passés par là pendant la guerre, à suivre les cours d'officiers anglais. J'ai causé avec un grand nombre d'entre eux, dont plusieurs sont décorés, et tous partageaient l'opinion des officiers dont j'ai parlé, c'est-à-dire que l'île était un emplacement idéal.

Quels avantages offre donc cet endroit qu'on appelle Malton? Les routes et l'aménagement nécessaires coûteront des centaines de milliers de dollars. La ville de Toronto dépense de l'argent en banlieue pour le bénéfice des municipalités environnantes, et le Gouvernement l'a illégalement contrainte à le faire. Etant donné la gêne qui règne aujourd'hui au pays, le gouvernement procède à ces dépenses à une cadence trop rapide. Toronto est, à ma connaissance, la seule ville qui contribue cette

somme pour se relier à ce réseau canadien. Y a-t-il une autre municipalité qui en fasse autant? Montréal, par exemple? Non pas, on n'a pas exigé de Montréal les dépenses consenties par Toronto. Il se trouve de nombreux édifices dans le voisinage du port de Montréal. Cette question devrait être étudiée à fond, soumise à un comité de la Chambre, qui aurait aussi pour mission de considérer la cessation des travaux commencés par le régime précédent. Le comité a là un exemple des méthodes fantaisistes du Gouvernement dans sa façon de traiter ce problème de l'aéroport dans le district de Toronto, où il a pratiquement forcé les contribuables à dépenser une somme qui atteindra un million de dollars quand tout sera fini.

M. CLARK (York-Sunbury): Les champs d'aviation de Brockway et de Blissville seront-ils terminés cette année?

L'hon. M. HOWE: Oui, nous avons l'intention de pousser ces travaux cette année.

(Le crédit est adopté.)

Routes aériennes et aéroports.—Service et entretien, y compris l'éclairage et les services radiophoniques et météorologiques, \$910,669.

M. GREEN: Ce crédit comprend apparemment le service d'inspection. Quelle espèce de service d'inspection fournit le gouvernement? La chose est très importante maintenant que nous établissons des lignes aériennes transcanadiennes.

L'hon. M. HOWE: Ce crédit est destiné à pourvoir aux dépenses relatives au matériel de nos aéroports. Il comprend le coût de l'entretien des aéroports même, des services météorologiques, des radiophares et de tous les accessoires de l'aviation qui se trouvent dans les aéroports. Il ne se trouve ici rien de ce qui concerne l'inspection.

M. GREEN: Dans quel numéro du budget le service d'inspection se trouve-t-il compris?

L'hon. M. HOWE: Le numéro 385, concernant l'administration, que nous avons adopté ces jours derniers.

M. GREEN: En quoi consistent les services d'inspection fournis par le ministère?

L'hon. M. HOWE: Nous avons six districts d'inspection dans tout le Canada, avec deux inspecteurs par district. Ces derniers inspectent les journaux de bord des avions, surveillent les chargements excessifs, contrôlent le bon état des avions, examinent les pilotes et surveillent d'une façon générale l'aviation dans leurs districts respectifs.

M. GREEN: S'occupent-ils aussi de l'aviation dans les régions du nord?